



POUR INFORMATION

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Groupe d'experts de haut niveau
sur la cohérence du système
des Nations Unies**

1. En février 2006, le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé la formation d'un groupe d'experts de haut niveau chargé d'examiner la manière dont le système des Nations Unies pourrait agir à travers le monde de manière plus cohérente et efficace dans les domaines du développement, de l'assistance humanitaire et de l'environnement. Le groupe de haut niveau devrait présenter ses recommandations au Secrétaire général à la soixante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.
2. Le rapport du groupe de haut niveau devra être examiné par l'OIT quand il sera publié, c'est-à-dire éventuellement pendant la session de novembre du Conseil d'administration. Les informations qui suivent pourraient être utiles aux membres du groupe de travail. Elles sont pour la plupart tirées du site Web du groupe de haut niveau (<http://www.un.org/events/panel/index.html>).
3. Le groupe de haut niveau est coprésidé par trois Premiers ministres: **Shaukat Aziz** (Pakistan), **Luísa Dias Diogo** (Mozambique) et **Jens Stoltenberg** (Norvège). Les autres membres sont: **Gordon Brown**, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni; **Mohamed T. El-Ashry** (Égypte), chargé de recherche à la Fondation des Nations Unies et ancien président et directeur général du Fonds pour l'environnement mondial; **Robert Greenhill**, président de l'Agence canadienne de développement international et vice-ministre à la Coopération internationale du Canada; **Ruth Jacoby**, directrice générale pour la coopération et le développement au ministère des Affaires étrangères de la Suède; **Ricardo Lagos Escobar**, ancien Président de la République du Chili; **Louis Michel** (Belgique), Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire; **Benjamin W. Mkapa**, ancien Président de la République-Unie de Tanzanie; **Jean-Michel Severino** (France), directeur général de l'Agence française de développement, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie de l'Est et le Pacifique; **Josette S. Shiner**, sous-secrétaire aux Affaires économiques, entrepreneuriales et agricoles au Département d'Etat des Etats-Unis; **Keizo Takemi**, membre du Parlement japonais pour le Parti libéral démocratique et ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Japon. Sont membres de droit: **Kemal Derviş** (Turquie), administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ancien ministre des Finances de la Turquie, et **Lennart Båge** (Suède), président du Fonds international de développement agricole (FIDA) et président du Comité de haut niveau sur les programmes du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).

4. Le document final adopté par les dirigeants mondiaux au Sommet mondial qui s'est tenu à New York en septembre 2005 préconise de renforcer la cohérence du système des Nations Unies, notamment les liens entre ses activités normatives et ses activités opérationnelles. Les chefs d'Etat ont invité le Secrétaire général à prendre des dispositions pour renforcer la gestion et la coordination des activités opérationnelles des Nations Unies et à soumettre pour examen aux Etats Membres des propositions sur les moyens de rendre plus rigoureuse la gestion des entités qui œuvrent dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire et de l'environnement. En réponse à cet appel, le rapport du groupe de haut niveau devrait examiner une série d'options. Le document final demande que, dans le cadre de ses travaux, le groupe de haut niveau s'attache prioritairement à faire en sorte que les Nations Unies apportent une contribution maximale à la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelon international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le groupe de haut niveau devrait également jeter les fondations d'une restructuration fondamentale des tâches opérationnelles des Nations Unies, en complément d'autres réformes majeures, notamment la création d'une commission de consolidation de la paix, l'établissement d'un conseil des droits de l'homme et la mise en place de réformes de gestion de grande ampleur.
5. Dans le domaine du développement qui est d'un intérêt crucial pour l'OIT, le groupe de haut niveau a été invité à examiner un certain nombre de questions résultant du document final. Malgré les réformes de ces cinq dernières années, qui ont renforcé le rôle du coordinateur résident et des équipes de pays des Nations Unies, les pays donateurs et les pays en développement s'inquiètent que, au niveau des pays, l'impact global des Nations Unies sur le développement demeure trop fragmenté et trop défini par l'offre. Le document final demande à tous les pays d'orienter leurs stratégies nationales de manière à atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelon international, dont les OMD.
6. Dans ce contexte, le groupe de haut niveau devrait analyser comment le système des Nations Unies dans son ensemble peut être réorienté de manière à apporter aux partenaires nationaux un soutien plus axé sur la demande, plus efficace, plus cohérent, en s'appuyant sur ses points forts dans le domaine de l'assistance technique, analytique et normative et en matière de renforcement des capacités pour coopérer avec d'autres partenaires internationaux dont les financements et l'appui s'inscrivent dans une perspective à plus long terme. A cet égard, il sera très important pour le groupe de haut niveau d'examiner les moyens de renforcer les liens entre les activités normatives et les activités opérationnelles du système. Le groupe de haut niveau devra également examiner comment ce travail peut appuyer et compléter le rôle élargi que le document final envisage pour l'ECOSOC pour ce qui est d'assurer le suivi et l'évaluation de la suite donnée aux conclusions des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, y compris les objectifs de développement internationalement convenus, et de jouer un rôle majeur dans la coordination générale des fonds, programmes et institutions en veillant à la cohérence du système et en évitant que les mandats et les activités fassent double emploi. L'étude devra porter à la fois sur les questions d'organisation et les questions de financement, allant du chevauchement des produits du travail des institutions, fonds et programmes des Nations Unies aux perspectives de programmation et de financement conjoints et pluriannuels. La vaste question d'un financement plus prévisible du système des Nations Unies et de son impact sur les systèmes existants et la réforme proposée sera un élément central.
7. Les travaux du groupe de haut niveau ont pour objectif essentiel d'aboutir à des recommandations sur un processus de rationalisation qui maximisera les ressources disponibles pour les programmes d'aide d'urgence et de développement du système des Nations Unies tout en minimisant les frais généraux et les coûts administratifs. L'étude devra examiner les moyens de pleinement exploiter les synergies entre les institutions et départements normatifs et analytiques des Nations Unies et les organismes opérationnels.

Elle devra également examiner la façon dont le système des Nations Unies travaille et dont il pourrait le mieux tirer parti de ses avantages comparatifs vis-à-vis de ses partenaires internationaux, y compris les acteurs régionaux, les donateurs, la société civile et le secteur privé. Si cette étude doit prioritairement porter sur l'augmentation de l'impact au niveau des pays, en faisant des propositions concrètes en vue d'une amélioration de la gestion, de la coordination et de l'efficacité, il n'en demeure pas moins qu'elle devra également émettre des observations sur les activités au niveau du siège et aux niveaux national et régional.

8. En ce qui concerne les recommandations, il a été demandé au groupe de haut niveau de définir des critères et des perspectives à court, moyen et à long terme et de jeter ainsi les fondations d'un plan de mise en œuvre applicable plutôt que de faire des propositions sans contours précis. Si les Etats Membres donnent leur accord, les changements pourraient avoir lieu par étapes. Les propositions initiales viseraient à rationaliser le système actuel sans changements structurels majeurs. Les suivantes porteraient sur la restructuration préliminaire du système actuel pour minimiser les chevauchements et doubles emplois. Enfin, des recommandations seraient formulées en vue de la revitalisation et de la restructuration complète du rôle opérationnel des Nations Unies dans les activités relatives à l'environnement, à l'aide humanitaire et au développement.
9. Le groupe de haut niveau a largement consulté les parties prenantes, notamment la direction et les conseils d'administration des divers institutions, fonds et programmes. Les coprésidents ont eu un échange de vues approfondi avec tous les chefs de secrétariat du système des Nations Unies à l'occasion de la session de printemps du CCS (Madrid, 7-8 avril 2006). Le Directeur général du BIT, qui a participé à cette réunion, a également rencontré les chefs de secrétariat ayant leur siège à Genève le 3 juin. Des informations de base sur l'OIT ont été communiquées au secrétariat du groupe de haut niveau. Celui-ci a rencontré le 3 juillet, à Genève, des organisations de la société civile, notamment des représentants des organisations internationales de syndicats et d'employeurs. Une session spéciale du segment de haut niveau de l'ECOSOC qui s'est tenue le 4 juillet a également facilité le dialogue entre les Etats et le groupe de haut niveau.
10. Le secrétariat du groupe de haut niveau a été dirigé par M. Adnan Amin (PNUE) en tant que directeur exécutif. Le BIT a détaché un de ses fonctionnaires (Ruth McCoy) auprès du secrétariat.
11. Le groupe de travail est invité à prendre note des informations qui précèdent. Un document sur le rapport du groupe de haut niveau sera préparé pour la session de mars 2007.

Genève, le 20 octobre 2006.

Document soumis pour information.